



une facture visuelle créative et attrayante. Nous y sommes parvenus. Vous êtes nombreux à nous l'écrire, et à nous demander de nous améliorer toujours.

Transparence financière

La relation entre un magazine comme *Recto Verso* et ses lecteurs et lectrices doit être basée sur la transparence et le partage de responsabilités. Le magazine est né grâce à des fonds publics, des dons et l'appui d'annonceurs solidaires qui ont cru en ce projet unique. La corporation éditrice, Revue Vie ouvrière inc, composée de citoyens et de citoyennes, ne disposait pas des fonds propres pour lancer *Recto Verso*. Les médias mettent en moyenne cinq ans pour atteindre le seuil de rentabilité. Aujourd'hui, seuls les conglomérats médiatiques peuvent se permettre d'en créer de nouveaux. *Recto Verso* n'échappe pas à cette logique du marché.

Entre 1997 et 2000, les dépenses nécessaires au lancement de *Recto Verso* ont laissé une dette accumulée de 280 000\$. Depuis 2000, cette dette a été réduite de près de 40 000\$. Aujourd'hui le magazine fait ses frais. La gestion est « serrée », les revenus de ventes publicitaires et d'abonnements augmentent régulièrement. Des annonceurs solidaires appuient *Recto Verso*. Ce sont des syndicats, des entreprises d'économie sociale, des organisations communautaires, des ONG de coopération internationale, des services publics, des entreprises privées. Ils s'annoncent dans nos pages en respectant notre indépendance rédactionnelle, prêts à se soumettre à l'examen attentif de leur engagement et à la critique.

Les subventions pour le développement de l'économie sociale et les entreprises culturelles, les dons de communautés religieuses et les abonnements contribuant au maintien de la distribution

gratuite, permettent de boucler le budget annuel, qui est passé de 385 000\$ en 1997, à 600 000\$ en 2002.

Des capitaux propres

Nous sommes en mesure désormais d'assurer la publication du magazine. Mais, le poids de la dette accumulée est écrasant. Il entrave notre fonctionnement quotidien, bloque le développement, empêche la publication régulière de nos pages d'opinions, de la Tribune des lecteurs, de nouvelles chroniques (Histoire en mouvements, Tout court, Reporters sans frontières, environnement) qui vous intéressent depuis leur

20 000 actions solidaires, au coût de 10\$ chacune. Ces actions solidaires ne rapporteront aucun dividende financier, aucun avantage fiscal. Elles ne répondent pas aux lois du marché, mais à celles de la solidarité.

Les fonds réunis serviront à former la Société des actionnaires solidaires. Par l'émission de ces actions, *Recto Verso* s'engage à maintenir le projet d'une publication indépendante, engagée aux côtés des mouvements sociaux ici comme ailleurs dans le monde.

Le rendement de chaque action est garanti. Il se lira dans chacune des éditions du magazine *Recto Verso*, dans chacune de

20 000 actions solidaires pour appuyer une presse libre et différente dans une société démocratique.

création dans nos pages. À terme, la dette met en péril la survie même du magazine.

Nous négocions actuellement le refinancement d'une partie de la dette auprès d'investisseurs en économie sociale et des fonds privés et publics. Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et la Caisse d'économie des travailleurs et des travailleuses nous appuient dans ces démarches. Sans ces alliés précieux, *Recto Verso* ne serait plus en position de se développer.

Toutefois, ces appuis ne seront pas suffisants. La corporation éditrice a besoin de nouveaux capitaux pour être en position de re-financer cette dette à long terme et pour garantir le développement du magazine en maintenant l'équilibre budgétaire.

Nous nous tournons maintenant vers vous, lecteurs et lectrices. Nous émettons

nos prises de position publiques, dans notre travail de partenariat avec les médias indépendants d'ici. Dans le contexte de marchandisation de l'information et de concentration de la presse actuel, *Recto Verso* doit exister et se développer, aux côtés d'autres médias indépendants, encore trop fragiles et trop peu nombreux.

Nous nous engageons à continuer de travailler pour solidifier ce réseau de médias, à défendre le droit à une presse libre et différente dans une société démocratique. Finalement, nous nous engageons à réunir annuellement les actionnaires pour les informer des résultats de leur investissement d'un genre nouveau. Serez-vous au rendez-vous? Nous faisons le pari que oui.

— Les membres du conseil d'administration de Revue Vie Ouvrière